

Burundi : une réunion de l'opposition interdite dans le Nord

@rib News, 06/05/2010 â€“ Source AFP Une réunion prévue dimanche dans le nord du Burundi entre leaders de douze partis d'opposition qui rejettent le résultat des communales du 24 mai a été interdite par les autorités, qui les accusent de vouloir "perturber la sécurité", selon des sources concordantes. "Nous, les douze leaders des partis membres de l'Alliance démocratique pour le changement au Burundi (ADC), nous nous sommes rendus ce matin dans la commune de Gashikanwa dans la province de Ngozi (Nord) pour expliquer aux responsables locaux de nos partis, notre décision ferme et sans retour, de ne pas participer à la présidentielle", a annoncé leur porte-parole, Léonard Nyangoma, joint par téléphone.

La commune de Gashikanwa est située à une dizaine de kilomètres de la colline natale du président burundais, désormais seul candidat à la présidentielle au Burundi. "Des centaines de policiers en tenue anti-émeute ont été déployés autour de nos différentes permanences, des centaines de militants qui étaient d j à sur place ont été chassés sans ménagement et la police nous a interdit de tenir notre réunion", a ajouté le porte-parole, en dénonçant "une violation de nos droits politiques et de la loi burundaise". Une dizaine de véhicules de la police burundaise ont ensuite escorté les leaders des douze partis, dont le chef des ex-rebelles des Forces nationales de libération (FNL), Agathon Rwasa, jusqu'aux frontières de la province de Ngozi (130 km au Nord de Bujumbura). "On a été informé qu'un groupe de gens allaient venir perturber l'ordre et la sécurité dans la province de Ngozi", a expliqué le gouverneur de cette province, Felix Niragira. "Lorsqu'on a vu douze partis appartenant à une alliance qui n'est pas reconnue par la loi, débarquer sans avoir demandé l'autorisation de tenir une réunion, sans avoir prévenu de leur arrivée, nous avons décidé d'interdire ces réunions", a-t-il déclaré. L'ADC, qui rassemble douze partis d'opposition rejetant le résultat des communales du 24 mai, a été cr  la semaine dernière pour "résister par tous les moyens, au retour au monopartisme imposé". Pour l'opposition, l'interdiction de cette réunion, "qui vient après l'arrestation de plusieurs cadres et partisans de nos partis, vient montrer une fois de plus que la machine répressive du CNDD-FDD (au pouvoir) est en marche et que la démocratie burundaise se meurt". Au moins 17 cadres et militants de plusieurs partis d'opposition ont été arrêtés pour "rébellion et atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat"   la suite de violences post lectorales dans un quartier de Bujumbura le 29 mai. Enfin, "plusieurs militants de l'opposition ont été menacés d'arrestation dans plusieurs provinces du pays depuis deux jours par l'administration qui les accuse d'avoir écrit des tracts qui appellent à l'annulation des communales", selon Léonard Nyangoma.